

n° 1109

Hebdomadaire - 8 mai 1986 - 5 F

D 1109 ÉQUATEUR: LE DIOCÈSE DE RIOBAMBA SOUS
SOUS SURVEILLANCE POLITIQUE

Depuis longtemps le diocèse de Riobamba s'est signalé par la priorité pastorale accordée au monde indien de la province de Chimborazo. C'était l'oeuvre de Mgr Proaño, aujourd'hui à la retraite. Son successeur, Mgr Victor Corral, continue dans le même sens, bien que non titulaire de l'évêché de Riobamba: il n'est toujours qu'administrateur apostolique. Les rivalités traditionnelles entre Indiens et "Blancos" (métis) n'ont fait que s'accroître du fait de cette action pastorale (Cf. DIAL D 919 et 1003). C'est ce qu'il faut rappeler pour comprendre les suspicions politiques permanentes dont font l'objet les agents de pastorale du diocèse. Les métis n'ont-ils pas déjà, dans huit paroisses, expulsé par la force les membres de l'équipe pastorale diocésaine? Et les métis reçoivent volontiers le soutien des autorités locales. L'interpellation, suivie de mauvais traitements, du missionnaire laïc équatorien Fernando Heredia à Cebadas, dans le Chimborazo, n'est qu'un épisode supplémentaire dans cette querelle politico-culturelle. Mais le cas a eu une répercussion nationale et a motivé l'envoi d'une commission d'enquête parlementaire.

Ci-dessous quelques pièces du dossier.

Note DIAL

1- Lettre du diocèse de Riobamba au ministre de l'intérieur (12 février 1986)

Monsieur Luis Robles Plaza
ministre de l'intérieur
Quito

Riobamba, le 12 février 1986

Avec notre considération.

En tant qu'assemblée de coordination de l'Eglise de Riobamba, constituée des équipes et services pastoraux, de l'évêque administrateur apostolique et du vicaire général du diocèse, nous nous adressons à vous pour porter à votre connaissance les graves événements survenus le vendredi 31 janvier dernier dans la province de Chimborazo, dont a été victime l'équipe pastorale de Cebadas constituée du prêtre Michel Alexandre, de nationalité française et du couple de missionnaires laïcs María Deba, de nationalité espagnole, et Fernando Heredia, de nationalité équatorienne.

Le vendredi 31 janvier 1986, à 9 H 30 du matin, le missionnaire Fernando Heredia se rendait au bureau d'état-civil pour faire renouveler sa carte d'identité. A son arrivée dans les locaux, le chef de la police Fernando Larrea l'a interpellé sans motif et sans explication, en saisissant ses papiers d'identité et ses affaires.

Le chef de la police l'a enfermé dans une salle voisine de son bureau. Fernando Heredia a ensuite été transféré dans les locaux de la police et du SIC (1), où il

[1] Service d'investigations criminelles (NdT).

est resté au secret et soumis à des interrogatoires intenses par des membres de la sécurité politique et militaire, avec mauvais traitements physiques et psychologiques: yeux bandés, claques violentes sur les oreilles, coups à la tête et dans le dos; menaces de passage au "lit chinois", de lui faire uriner du sang toutes les cinq minutes, de s'en prendre à sa femme enceinte.

Ceux qui l'interrogeaient et le maltrahaient lui disaient: "Ta vie est entre nos mains", "tu es en notre pouvoir", "c'est nous qui posons les questions", "tu vas collaborer", "si tu réponds on te touchera pas, sinon tu vas en baver".

L'interrogatoire a porté sur les activités des évêques, des prêtres, des missionnaires; sur les moyens de communication dont dispose le diocèse. On cherchait à faire signer par le détenu des déclarations qu'il n'avait pas faites et qui s'intitulaient: "procès-verbal" et "enquête sur des manifestations contre le gouvernement".

L'un de ceux qui posaient les questions a dit s'appeler "lieutenant Jorge Castro Pavón". Pendant tout le temps de sa détention, le chef de la police a nié que Fernando soit arrêté. L'évêque a exigé la justification de cette mesure ou la remise en liberté immédiate. Celle-ci a eu lieu à 22 H 30 sans explication aucune et sans que Fernando ait pu récupérer ses affaires.

Parallèlement à ces faits, d'autres ont eu lieu au presbytère de Cebadas où travaille Fernando. Quelques individus, cinq dans un premier temps puis d'autres ensuite, arrivés dans deux voitures sans immatriculation (une Trooper blanche avec des raies bleues, et une jeep Toyota blanche) sont arrivés au presbytère. Ils ont refusé de dire qui ils étaient, sauf un qui a présenté une carte d'"inspecteur du ministère de l'intérieur". Ils ont menacé le curé et María Elena Deba, l'épouse du prisonnier. Sans mandat de perquisition et avec usage de la violence ils ont fouillé toutes les pièces du presbytère. Ils ont emporté un appareil photographique de marque Ricoh et plusieurs cassettes de musique.

Ces faits violent la Constitution équatorienne qui, à l'article 19 §1, garantit "l'inviolabilité de la vie, l'intégrité de l'individu et son droit au plein développement matériel et moral". Le même article § 6 garantit "l'inviolabilité du domicile. Personne ne peut y pénétrer ni procéder à des inspections ou des fouilles sans l'autorisation de la personne qui l'habite ou sans mandat judiciaire dans les cas et selon les formes prévus par la loi". Les alinéas g),h) et i) du même article 19 protègent entièrement Fernando Heredia.

En conséquence de quoi le diocèse de Riobamba, dans son effort de fidélité à l'Évangile du Seigneur, en vertu de son engagement d'édifier l'Église vivante et de collaborer à la construction d'une société nouvelle plus juste, plus humaine et plus fraternelle, dénonce ces faits comme attentatoires à la Constitution et contraires au royaume de Dieu auquel nous croyons et pour lequel nous oeuvrons, car il est royaume de grâce, de vie, de vérité, d'amour, de liberté, de justice, de paix et de joie.

La persécution annoncée par le Seigneur à ses disciples ne comporte pas l'obligation de se taire, mais au contraire d'élever la voix pour dénoncer la persécution d'innocents. La force nous vient de la promesse du Seigneur d'être toujours avec son peuple.

Parce que nous nous inscrivons dans les perspectives de l'Église universelle, du pape Jean-Paul II et de la Conférence épiscopale équatorienne, nous nous opposons à toute forme de violence d'où qu'elle vienne, et nous nous engageons à continuer de travailler pour la paix comme fruit de la justice.

Ce qui vient de se passer n'est pas un fait isolé dans la province. L'opinion publique connaît les cas d'arrestations arbitraires, de perquisitions, de menaces, de tortures physiques et psychologiques, dont certains ne font pas l'objet de plainte par peur ou crainte de représailles.

Après cet exposé fait très respectueusement, nous vous demandons, Monsieur le Ministre:

- 1) d'empêcher la répétition de tels faits dans la province et dans le pays;
- 2) de faire savoir l'origine de la soi-disant plainte verbale qui en est la cause;
- 3) de reconnaître publiquement l'innocence de Fernando Heredia; de lui rendre tous ses papiers d'identité et toutes ses affaires, ainsi qu'au Père Michel Alexandre;
- 4) de respecter l'action de l'Eglise et de ne pas mettre en doute son engagement prioritaire en faveur des pauvres.

Très respectueusement.

(signé de l'évêque administrateur apostolique, du vicaire général du diocèse, de quatre membres de l'Equipe d'unification et d'un certain nombre de membres de la Coordination diocésaine)

2- Accusations du chef de la police de Riobamba (Article d'El Espectador, journal de Riobamba, du 22 février 1986)

L'ÉQUIPE PASTORALE SÈME LA CONFUSION AU CHIMBORAZO

Voici les déclarations de M. Fernando Larrea Baquero, chef de la police du Chimborazo, sur les problèmes causés par des membres de l'équipe pastorale qui travaille dans la province.

- Je dois d'abord préciser, a déclaré le chef de la police, que le citoyen équatorien Fernando Heredia Salcedo a été interpellé, d'après le rapport de police, le 31 janvier alors qu'il se trouvait à l'angle des rues 5 de Junio et Primera Constituyente. Certains manifestants ont déclaré aux agents de police qu'il avait des activités suspectes d'"agitateur" dont les mots d'ordre sont à caractère politique. Au moment de son interpellation ses papiers ont été contrôlés et on a trouvé un cahier avec des notes "de la main du monsieur en question". En vertu de quoi la Sécurité politique a ouvert une enquête sur les noms relevés dans le carnet et qui concernent les cas Isaías et Granda Garcés bien connus. Il a été arrêté à 9 H 30 du matin et remis en liberté à 22 H sur demande de Mgr Victor Corral.

Le lendemain, à 9 H 30, sont arrivés Mgr Corral, le monsieur en question et sa femme María Deba, de nationalité espagnole - a ajouté le chef de la police - pour déposer plainte pour mauvais traitements et torture. J'ai été appelé par le gouverneur pour information. J'ai demandé au dénommé Heredia de fournir un certificat médical sur les prétendues tortures et mauvais traitements, ce qu'il n'a toujours pas fait à ce moment. Ce qui montre l'inconsistance des accusations portées par Heredia. Vingt minutes après le début de la rencontre, toutes les affaires et documents personnels du monsieur en question ont été retirées du siège de la police, en présence du curé de Cebadas et d'un membre de l'Equipe pastorale.

Il est donc faux de réclamer les affaires d'Heredia Salcedo, comme le fait la lettre envoyée le 12 février au ministre de l'intérieur et signée de l'évêque administrateur, du vicaire général du diocèse et d'autres personnes, ce qui est une façon tendancieuse de tromper l'opinion publique en réclamant le 12 du mois des affaires restituées le 1er de ce même mois.

Je dois également dire, pour que les citoyens sachent ce que sont ces équipes pastorales, que M. Gumerildo Tondro Gallardo (chilien) a été accusé d'escroquerie. Il s'agit aussi d'un missionnaire qui fait partie d'une de ces équipes pastorales. Comme c'est aussi le cas du prêtre José Pedándola, qui a été expulsé de Muisne, dans la province d'Esmeraldas (2), pour être un élément désagréateur, et qui se trouve maintenant à Alausí où il se livre au même genre d'activités. Un fait inquiétant s'est déjà produit parmi les habitants d'Achupallas, a ajouté le chef de la police.

Aussi, au nom du gouvernement, a-t-il repoussé énergiquement les allégations tendancieuses et fausses en relation avec cette interpellation, étant donné que la police a agi dans le cadre des lois en vigueur, selon les termes mêmes du chef de la police Fernando Larrea.

3- Accusations du gouverneur du Chimborazo (Article d'El Comercio, journal de Quito, du 22 février 1986)

À PROPOS DE L'ARRESTATION D'UN MEMBRE PRÉSUMÉ DE MOUVEMENT SUBVERSIF

Le gouverneur du Chimborazo, Edmundo Naranjo Larrea, a justifié l'arrestation du citoyen équatorien Fernando Heredia en évoquant les indices selon lesquels il serait lié au groupe Alfaro Vive. A ce sujet il a déclaré que le prêtre colombien Pedro Joya "avait mystérieusement disparu" après l'attaque à main armée contre la succursale de la Banque del Azuay à El Triunfo.

Naranjo Larrea a précisé que la police avait appris que Fernando Heredia s'adonnait à des activités suspectes dans la communauté de Cebadas, raison pour laquelle il a été interpellé pour enquête, mais qu'il avait été remis en liberté sous vingt-quatre heures.

Il a souligné qu'on a trouvé en possession du détenu un cahier de notes contenant les noms d'une vingtaine de commerçants et industriels de renommée, dont ceux de Nahím Isaías et d'Antonio Granda Centeno, ce qui, pour le gouverneur, montre clairement les liens d'Heredia avec le groupe Alfaro Vive, auteur de la séquestration d'Isaías.

A propos du prêtre colombien Pedro Joya, curé de Santa Faz, le gouverneur Naranjo Larrea a affirmé qu'il "avait mystérieusement disparu" à la suite de l'attaque à main armée de la Banque del Azuay à El Triunfo.

Il a ajouté qu'au secrétariat du prêtre, on avait trouvé des munitions de gros calibre et de la littérature subversive d'origine colombienne.

(...)

4- Protestation de l'évêque de Riobamba auprès des journaux (26 février 1986)

Monsieur le Directeur,

Dans plusieurs journaux du pays et de la province ont été publiées des déclarations du gouverneur et du chef de la police de Riobamba suite à notre lettre adressée au ministre de l'intérieur pour dénoncer les traitements infligés au missionnaire laïc Fernando Heredia et la perquisition du presbytère de Cebadas.

Comme l'opinion publique a le droit d'être informée de la vérité, et comme votre journal a reproduit ces affirmations, je vous demande respectueusement, Monsieur le Directeur, de publier ce qui suit:

[2] Sur l'affaire de Muisne, cf. DIAL D 1017 (NdT).

1. L'Eglise de Riobamba a dénoncé une arrestation et une perquisition. Ce sont des faits concrets qui exigent et attendent une explication réelle et satisfaisante, qui n'a pas encore été fournie.

2. Le gouverneur a affirmé, dans le journal El Comercio du 22 février 1986, que Fernando Heredia avait été arrêté pour activités suspectes à Cebadas et pour liens avec "Alfaro Vive".

L'équipe pastorale de Cebadas, comme toutes les autres équipes pastorales du diocèse, agit au su et au vu de toute la localité où elle habite. Elle n'a jamais reçu aucune plainte pour son travail pastoral.

Quant aux indices de liens avec "Alfaro Vive" de M. Fernando Heredia et du P. Pedro Joya, j'exige que ces soupçons soient levés par les moyens que donne la loi; la suspicion étant sans fondement, il faut déclarer que la personne est innocente, si l'on veut que les soupçons présentés devant l'opinion publique sous forme d'affirmation cessent d'être de la calomnie.

Le Père Joya, comme le savent les fidèles de Santa Faz, est malade des poumons et a fait une grave rechute en août dernier. Comme il ne peut se soigner que par la médecine naturelle, il est allé suivre un traitement en ce sens dans la province d'Imbabura dont le climat est favorable pour ce genre de maladie. Il y est resté, après avoir reçu la visite de l'évêque, de prêtres et d'amis, jusqu'en décembre date à laquelle nous avons dû le faire repartir en Colombie, où il se trouve dans sa famille pour une lente récupération. Le médecin qui peut en certifier s'appelle le Dr Néelson Vallejo.

Ni la paroisse ni le curé n'ont jamais eu de secrétariat.

3. Le chef de la police de Riobamba a déclaré que Fernando Heredia avait été arrêté par des policiers à l'occasion d'une manifestation, que des manifestants avaient dénoncé ses activités suspectes d'agitateur aux mots d'ordre à caractère politique, et qu'il avait fait l'objet d'une ouverture d'enquête pour un cahier contenant les noms de familles riches du pays.

Il faut noter que les déclarations du chef de la police et celles du gouverneur ne coïncident pas sur la ou les causes qui ont motivé des faits aussi graves, douloureux et offensants.

Les organisations syndicales et étudiantes peuvent certifier qu'à Riobamba, le 31 janvier à 9 H 30 du matin, il n'y a eu aucune manifestation.

Le cahier auquel font allusion le gouverneur et le commissaire contient surtout des notes et des réflexions des paysans, des cours bibliques et, sur une page, des notes sur des enquêtes faites par des spécialistes sur les groupes monopolistiques d'Equateur. Ce n'est pas une raison pour lier cela à des mouvements subversifs.

Le Père José Pedáñola, curé d'Alausí, n'a rien à voir avec le cas de Muisne. Il n'y a jamais travaillé, mais dans la ville d'Esmeraldas. En ce qui concerne le cas d'Achupallas, certains habitants de la paroisse ont envahi le presbytère où se trouvaient réunis les Indiens des communautés qui participaient à un cours de catéchèse. L'affaire a été réglée par l'évêque et le sous-chef de police d'Alausí, ainsi que le sait parfaitement le chef de la police.

Nous devons savoir que le prêtre ou l'agent de pastorale qui travaille pour les Indiens ne sera jamais compris.

Quant au cas de M. Gumerildo Tondro Gallardo, je tiens à faire savoir qu'il n'est ni missionnaire ni membre d'aucune équipe pastorale du diocèse, et que nous n'avons rien à voir avec lui hors le cas d'aide à toute personne dans le besoin, surtout si elle est étrangère.

En raison du respect dû aux citoyens ainsi que de la gravité des faits et des accusations lancées, j'insiste sur les demandes présentées au ministre de l'intérieur:

- 1) d'empêcher la répétition de tels faits dans la province et dans le pays;
- 2) de faire savoir l'origine de la soi-disant plainte verbale qui en est la cause;
- 3) de reconnaître publiquement l'innocence de Fernando Heredia; de lui rendre tous ses papiers d'identité et toutes ses affaires, ainsi qu'au Père Michel Alexandre;
- 4) de respecter l'action de l'Eglise et de ne pas mettre en doute son engagement prioritaire en faveur des pauvres.

Je vous remercie de l'accueil que vous voudrez bien faire à cette lettre.

Votre serviteur dans le Christ.

Victor Corral Mantilla
évêque administrateur apostolique
de Riobamba

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441